



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
VENDREDI 20 MARS 2020**

- En Visioconférence -

B.O n° 2472

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Président Délégué	Jean-Jacques BEURRIER
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Julien VILLE
Vice-Présidents	Serge BRUNET Dominique CUPILLARD Dominique LAGIER Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Laurent VIQUERAT
Membres	Ophélie ASPORD Alain BERNARD Michel BOUSSARD Sami CHEIKH Jean-Claude DUNAND-MARTIN Patrick FRADET Laure GAUTHREAU Christine KITEGI Lara MELLOTT Stéphane METZGER Hélène RICARDO-GARDEAU Carine SOLLBERGER Jean-Louis THOREMBEY
Assistent Directeur Général Directrice Financière Directeur Technique National Responsable Juridique / Représentant du CSE Collaboratrice Président chargée du Pôle Ressources Collaboratrice auprès de la Secrétaire Générale	Laurent CIUBINI Marie LE BER Julien ISSOULIÉ Antoine DURAND Valérie GICQUEL Magali TAPRET

Excusés : Vice-Présidente Membre Membre Membre Membre Absents : Membre Membre	Anne-Michèle MELGRANI-POLI Christine LEPOURCELET TALVARD Myrtho MANDE Aline MICHELET Catherine TRAN KIEM Philippe LEBLOND David WAGNER
---	--

Christiane Guérin rappelle la procédure d'intervention de chacun pour cette première réunion inédite en visioconférence. Jean-Jacques Beurrier tiendra le rôle de modérateur et passera la parole au fur et à mesure des demandes. Les micros ne doivent être ouverts que lors de la prise de parole afin d'éviter les interférences. Elle rappelle les différents points inscrits à l'ordre du jour et passe la parole au Président pour le message d'ouverture.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionalle remercie chacun d'être présent en ces circonstances pour lesquelles la Fédération tente de s'adapter notamment avec la disposition exceptionnelle de mener cette réunion en visioconférence. Cela nécessite une grande discipline de chacun, les échanges ne seront pas aussi riches que d'habitude, mais l'essentiel est de pouvoir continuer à avancer ensemble.

Le Bureau se réunira sur le même format toutes les deux semaines afin de maintenir le lien et faire le point sur les dossiers en cours.

« Comme chacun a pu le constater, l'ordre du jour a été réduit car en l'état actuel des choses, nous ne pouvions décemment pas faire approuver un budget prévisionnel qui n'aurait rien de sincère. Aussi, en accord avec les Commissaires aux Comptes, la présentation du budget ainsi que la clôture des comptes 2019 sont reportés au prochain CODIR qui devrait se tenir le 29 mai prochain en visioconférence. Un point de la situation financière à date sera néanmoins présenté aujourd'hui.

En ce qui concerne l'Assemblée Générale celle-ci est également repoussée à une date non encore définie. A ce jour, plusieurs options sont étudiées, une mi-juin, une début juillet et une en septembre. Ne pouvant se tenir en visio, il est trop tôt pour l'acter et nous nous laissons encore un peu de temps pour prendre une décision.

En ce qui concerne les autres points de l'ordre du jour, l'annuel toilettage des statuts et du règlement intérieur étant prêt, Antoine Durand le présentera tout à l'heure. Des décisions importantes et ayant un impact sur la rentrée 2020 sont à prendre suite à l'audit informatique, qui en découlent sur le règlement financier. Enfin, Julien Issoulié fera un retour sur le sportif dans ces circonstances particulières. »

Pour conclure, il revient sur sa position de total désaccord quant au maintien à tout prix des Jeux Olympiques de Tokyo et sur l'attitude du CIO. Ce point sera abordé à la fin de l'ordre du jour.

Il souhaite une bonne réunion à tous.

2. Procès-Verbal du Comité Directeur du 31 janvier 2020 (adopté via consultation électronique)

3. Adoption des Procès-Verbaux des Commissions

3.1 – Commission Médicale du 23 novembre 2019 – Approbation du règlement médical (en annexe)

Ce procès-verbal et les modifications apportées au règlement médical sont soumis au vote du CODIR dans un document en annexe de ce PV

4. Retour sur les réunions fédérales depuis le 31 janvier 2020

4.1 – Réunion des Clubs d'Excellence Natation Course et Eau Libre du 30 janvier 2020 – en annexe

4.2 – Réunion des Clubs Elite de Water-Polo du 6 février 2020 – en annexe

5. Affaires Administratives

5.1 - Propositions de modifications statutaires et réglementaires (en annexe)

Antoine Durand présente les propositions de modifications statutaires et réglementaires.

5.1.1 – Propositions de modifications des Statuts de la Fédération

(1) L'histoire de la Fédération rappelée en préambule

La Fédération fêtant son centenaire en fin d'année 2020, il est apparu idoine de rappeler dans le préambule des Statuts son histoire :

- Sa création en 1920 sous le titre de « Fédération Française de Natation et de Sauvetage (FFNS) ;
- Son changement de dénomination en « Fédération Française de Natation » (FFN), et sa reconnaissance d'utilité publique en 1956 sous son titre actuel.

Proposition de rédaction

Le Préambule en tire les conséquences, comme suit :

PRÉAMBULE

L'Association dite « Fédération Française de Natation et de Sauvetage » (FFNS), a été créée le 20 novembre 1920, déclarée le 7 décembre 1920 (J.O. du 9 décembre 1920), puis reconnue d'utilité publique par décret du 7 juillet 1932.

Renommée « Fédération Française de Natation » (FFN) et reconnue comme Fédération dirigeante pour la Natation sportive, le Plongeon et le Water-Polo, elle sera reconnue d'utilité publique, sous son titre ainsi modifié, par décret du 9 avril 1956. [...]

(2) L'objet social de la Fédération dédoublé entre agrément et délégation

Afin de mieux distinguer les différents objectifs - et corollairement justifier les prérogatives qui y sont liées - poursuivis par la Fédération, agréée et délégataire, mais aussi afin de coller au mieux à cette distinction faite par le plan d'organisation du code du sport, il est proposé de différencier au sein même de l'article 1^{er} des Statuts l'objet social en vertu de l'agrément délivré (l'organisation générale, le développement et la

démocratisation des disciplines de la Natation et des pratiques connexes) et l'objet social en vertu de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports.

En effet, à l'aune du Projet de Loi Sport & Société 2020, la conclusion d'un contrat spécifique de délégation pourrait être prévue par le code du sport modifié, ce qui appuierait encore cette distinction entre fédération simplement agréée et fédération délégataire.

En outre, en vertu de l'article L131-16 du code du sport, toute fédération délégataire a la prérogative d'édicter « *les règlements relatifs aux conditions juridiques, administratives et financières auxquelles doivent répondre les associations et sociétés sportives pour être admises à participer aux compétitions qu'elle organise. Ils peuvent contenir des dispositions relatives au nombre minimal de sportifs formés localement dans les équipes participant à ces compétitions* ».

Étant donné les problématiques juridico-sportives rencontrées par la discipline du Water-Polo dans l'organisation de ses championnats de France, notamment Elite, il est en premier lieu essentiel de prévoir une disposition statutaire entérinant cette possibilité de protéger et d'encourager la formation française, condition sine qua non de la réussite de l'équipe de France, notamment aux Jeux Olympiques de Paris en 2024.

Proposition de rédaction

L'article 1^{er} en tire les conséquences, comme suit :

Article 1 : Objet social

1.1. L'objet social en vertu de l'agrément délivré par le Ministre chargé des sports : l'organisation générale, le développement et la démocratisation des disciplines de la Natation et des pratiques connexes

En vertu de l'agrément qui lui a été délivré par le Ministre chargé des sports conformément à l'article L.131-8 et s. du code du sport, la FFN participe à la mise en œuvre des missions de service public relatives à l'organisation générale, au développement et à la démocratisation de l'éducation sportive et du sport pour les disciplines de la Natation : la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon et la Natation Artistique, ainsi que la Natation en Eau Froide, les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, estivales, récréatives, d'éveil, de découverte et de loisirs aquatiques dans l'ensemble de la France métropolitaine et d'outre-mer.

A ce titre, elle est notamment chargée de promouvoir l'éducation par les activités physiques et sportives, de développer et organiser la pratique de ces activités, de délivrer les licences et titres fédéraux, d'assurer la formation et le perfectionnement de ses cadres bénévoles.

Dans cet objectif, la FFN crée et met en place des pédagogies et des actions de formation propres à la promotion, au développement et à l'essor des disciplines de la Natation, et/ou liées au secourisme, à la sécurité et/ou au sauvetage aquatique, y compris en apprentissage, via notamment son Institut National de Formation des Activités de la Natation (INFAN), décliné au niveau régional sous la forme d'Ecoles Régionales de Formation des Activités de la Natation (ERFAN) au sein des Ligues Régionales.

Elle a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités de la natation, de la découverte à l'apprentissage jusqu'au très haut niveau.

Elle a pour mission de promouvoir et de propager, directement et/ou au moyen de ses organes déconcentrés, les valeurs de la natation.

Dans le cadre de ces missions, la FFN peut, sur décision de son Comité Directeur, apporter un soutien financier sous forme de convention de trésorerie à ses Ligues Régionales ou Territoriales, ou Comités Départementaux ou Interdépartementaux, association poursuivant un objet identique, à titre exceptionnel.

1.2. L'objet social en vertu de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports

En vertu de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports conformément à l'article L.131-14 et s. du code du sport pour les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon, la Natation Artistique, la FFN :

- *Organise les compétitions sportives à l'issue desquelles sont délivrés les titres internationaux, nationaux, régionaux ou départementaux ;*
- *Procède aux sélections correspondantes ;*
- *Propose un projet de performance fédéral constitué d'un programme d'excellence sportive et d'un programme d'accession au haut niveau qui comprennent, notamment, des mesures visant à favoriser la détection, y compris en dehors du territoire national, des sportifs susceptibles d'être inscrits sur les listes des ci-après mentionnées ;*
- *Propose l'inscription sur la liste des sportifs, entraîneurs, arbitres et juges sportifs de haut niveau, sur la liste des sportifs Espoirs et sur la liste des sportifs des collectifs nationaux.*
- *Définit les règles techniques et administratives propres à ses disciplines.*

En outre, à ce titre, la FFN édicte :

- *Les règles techniques propres à ses disciplines ainsi que les règles ayant pour objet de contrôler leur application et de sanctionner leur non-respect par les acteurs des compétitions sportives ;*
- *Les règlements relatifs à l'organisation de toute manifestation ouverte à ses licenciés ;*
- *Les règlements relatifs aux conditions juridiques, administratives et financières auxquelles doivent répondre les associations et sociétés sportives pour être admises à participer aux compétitions qu'elle organise. Ils peuvent contenir des dispositions relatives au nombre minimal de sportifs formés localement dans les équipes participant à ces compétitions.*

(3) Les barèmes de détermination du nombre de voix dont disposent les délégués régionaux lors de l'Assemblée Générale et les représentants de club lors de l'Assemblée Elective

Pour rappel, lors de l'Assemblée Générale s'étant déroulée à Paris en décembre 2017, un nouveau barème déterminant le nombre de voix de chaque président de club (ou son représentant) en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque association sportive affiliée avait été instauré, résultant de l'addition du nombre de membres régulièrement licenciés au 15 septembre précédant l'Assemblée Elective.

S'agissant de l'Assemblée Générale, le barème, qui prévoyait des modalités d'attribution des voix par délégué distinct de celles des représentants de club pour l'Assemblée Elective, mais la même détermination du nombre de voix en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque association sportive affiliée, résultant de l'addition du nombre de membres régulièrement licenciés au 15 septembre précédant l'Assemblée Générale, n'avait pas fait l'objet d'amendement lors de cette réunion.

Cependant, lors de l'Assemblée Générale suivante, qui s'est tenue en juin 2018 à Montpellier, la réforme globale des modalités de délivrance de la Licence a prévu la « possibilité de changement de licence au sein du même club en cours d'année », étant précisé que « si un licencié [avait] la volonté de changer de licence ou de type de licence au sein du même club en cours d'année, il [devrait] s'acquitter d'une licence dite de migration, dont le montant est déterminé dans le règlement financier ».

Cette modification réglementaire a ainsi engendré une imprécision aux articles 5 et 9 des Statuts étant donné que le nombre de licences délivrées dans chaque association sportive affiliée ne pouvait plus résulter de l'addition du nombre de membres régulièrement licenciés au 15 septembre précédant l'Assemblée Elective, dès lors que cette « licence dite de migration » permet à son titulaire de disposer d'au minima deux licences – la licence originelle et la licence dite de migration - au sein du même club.

La conséquence de cette modification statutaire et réglementaire réside dans le nombre de voix déterminé dont disposera chaque délégué régional à l'Assemblée Générale et chaque président de club (ou son représentant) pour l'élection du Comité directeur.

Proposition de rédaction

Les articles 5 et 9 des Statuts et l'article 19 du Règlement Intérieur en tirent les conséquences, comme suit :

Article 5 : Composition de l'Assemblée Générale

[...]

5.3. La détermination du nombre de voix

Ils disposent d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivrées au sein de la Ligue Régionale **pour laquelle ils ont été désignés**, conformément au barème déterminé résultant de l'addition du nombre de **licences** [...]

Article 9 : Élection du Comité Directeur

[...]

Il dispose d'un nombre de voix déterminé, en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque association sportive conformément au barème « 1 licence = 1 voix » résultant de l'addition du nombre de **licences** [...]

Article 19 : Adhésion à la FFN

[...]

19.5. La possibilité de prendre une licence dite « de migration » au sein du même club en cours d'année

Un licencié **souhaitant disposer des droits ouverts au titulaire d'un autre type de licence** au sein du même club en cours d'année, il devra **prendre une licence dite « de migration »**, dont le montant est déterminé au règlement financier. [...]

(4) La possibilité pour le Comité Directeur et le Bureau de se réunir par voie de conférence audiovisuelle

Faisant suite aux circonstances exceptionnelles causées par l'épidémie de Coronavirus actuelle, il est apparu opportun de prévoir la possibilité pour le Comité Directeur et le Bureau de se réunir par voie de conférence audiovisuelle.

Il faut noter que cette disposition est déjà prévue aux Statuts types des associations reconnues d'utilité publique, approuvés par le Conseil d'Etat dans son avis (relativement récent) du 19 juin 2018, qui constituent « des lignes directrices par lesquelles le ministre de l'intérieur entend fixer les orientations générales en vue de l'exercice de son pouvoir dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'utilité publique d'une association ».

Juridiquement, dès lors qu'il est recouru à des moyens garantissant la participation effective de chaque personne aux débats et aux votes, il peut être décidé que les débats seront conduits sous forme de conférence audiovisuelle. D'un point de vue pratique, il sera obligatoire que la visioconférence transmette au minima la voix des participants et satisfasse à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Proposition de rédaction

Les articles 10 et 11 des Statuts en tirent les conséquences, comme suit :

Article 10 : Réunion du Comité Directeur

[...]

Sont réputés présents au sens de l'alinéa précédent les membres du Comité Directeur qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale.

Article 11 : Missions et rôles du Président et du Bureau

[...]

Le Bureau peut se réunir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale.

(5) L'abaissement du quorum pour la validité des délibérations du Comité d'éthique et de déontologie

Pour des raisons d'organisation tenant aux difficultés rencontrées par le service juridique pour réunir un nombre suffisant de membres du Comité d'éthique et de déontologie de la Fédération, il est apparu opportun de baisser le quorum pour la validité de ses délibérations à trois membres, étant entendu que cette proposition alignerait les conditions de validité des réunions du Comité sur celles des organismes disciplinaires fédéraux.

Proposition de rédaction

L'article 17 des Statuts en tire les conséquences, comme suit :

Article 17 : Le Comité d'éthique et de déontologie

[...]

Le Comité d'éthique et de déontologie se réunit sur convocation de son Président.

*Il ne peut délibérer que lorsque **trois** au moins de ses membres sont présents. Le président du Comité d'éthique et de déontologie a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. [...]*

(6) Le début de la saison sportive avancé au 1^{er} septembre

Pour des motifs tenant à calquer le début de saison statutairement et réglementairement fixé sur le commencement des activités sportives des associations affiliées à la Fédération, il est proposé de modifier la période de la saison sportive en avançant son début au 1^{er} septembre.

Proposition de rédaction

L'article 19 des Statuts et les articles 19, 24 et 30 du Règlement Intérieur en tirent les conséquences, comme suit :

Article 19 : Adhésion et participation à la vie de la FFN

[...]

Hormis la Licence Eau Libre Promotionnelle, la e-licence et les licences prises au sein d'un club d'animation, la licence annuelle est délivrée pour la durée de la saison sportive, c'est-à-dire :

*-du 1^{er} septembre au **31 août** de l'année suivante ; [...]*

Article 19 : Adhésion à la FFN

[...]

19.3 - Période d'obtention de la licence

La période d'obtention de la licence s'étend :

*-du 1^{er} septembre au **28 août** de l'année suivante ; [...]*

Article 24 : Période des transferts et principes généraux

La période des transferts s'étend :

*-par principe du 2 septembre au **31 juillet** de l'année suivante ; [...]*

Article 30 : La saison sportive

La saison sportive commence :

-le 1^{er} septembre et s'achève le 31 août de l'année suivante ; [...]

Le Comité Directeur se prononcera sur les propositions de modifications apportées aux Statuts de la Fédération dans un document annexe

5.1.2 – Propositions de modifications du Règlement Intérieur de la Fédération

(1) La nécessaire honorabilité des dirigeants fédéraux : la remise d'un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) comme condition obligatoire pour candidater sur une liste à l'élection du Comité Directeur

Pour donner suite à la volonté affichée par le Ministère des sports de renforcer l'ensemble des actions du mouvement sportif au service de la sécurité des pratiquants, il est apparu opportun d'obliger l'ensemble des candidats à l'élection du Comité Directeur à solliciter le bulletin n°3 de leur casier judiciaire afin que la Fédération puisse procéder au contrôle de leur honorabilité. En effet, le devoir d'exemplarité qui incombe à tous les élus de la Fédération engendre cette nécessité de vérification.

Proposition de rédaction

L'article 5 du Règlement Intérieur en tire les conséquences, comme suit :

Article 5 : Candidatures au Comité Directeur

[...]

*Chaque liste est accompagnée d'un formulaire d'émargement fourni par la FFN dûment complété, d'une attestation sur l'honneur de chacun des candidats présents sur la liste reprenant les conditions d'éligibilité prévues à l'article 9.2 des Statuts **et d'un extrait de leur casier judiciaire (bulletin n°3)**, d'un projet de politique générale pour l'olympiade et doit répondre aux conditions fixées par les Statuts et par le présent Règlement Intérieur. [...]*

(2) Le relèvement du seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics fédéraux à 20.000 euros HT

Faisant suite au relèvement réglementaire du seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics, auparavant fixé à 25.000 euros HT, à 40.000 euros HT par le Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances, il est proposé de relever le seuil spécifique de passation des marchés publics fédéraux, auparavant fixé à 4.000 euros HT, à 20.000 euros HT afin de s'inscrire dans cette facilitation de conclusion de marché en limitant les procédures administratives aux contrats dont la mise en concurrence pourra engendrer de substantielles économies.

Les services fédéraux continueront bien entendu à mettre en concurrence pour toute prestation de service, mais dans un format beaucoup moins contraint et plus adapté à la conclusion régulière de contrats de faible montant. En outre, cela réduit fortement le risque de contentieux en cas de procédure mal formalisée.

Proposition de rédaction

L'article 15 du Règlement Intérieur en tire les conséquences, comme suit :

Article 15 : Les commissions

[...]

15.1.6. Pôle fonctionnel

[...]

-Commission des Appels d'Offres :

[...]

Ainsi, une Commission d'Appel d'Offres, dont la constitution est obligatoire pour les marchés d'un montant supérieur à vingt mille (20.000) euros HT, est instituée, composée du collège des élus, seuls membres à voix délibérative issus du Comité Directeur, du collège administratif et du collège technique : elle est chargée d'intervenir à titre principal dans le choix des offres, donc l'attribution des marchés publics.

Ophélie Aspord s'interroge sur le process de mise en concurrence.

Laurent Ciubini répond que le process est identique à celui des marchés publics mis en place par les collectivités territoriales et qu'il est mis en place depuis plus d'un an pour les services fédéraux. En fonction du montant du marché, un appel d'offres tenant compte des procédures adaptées est posté sur la plateforme en ligne « e-marché public ».

(3) La clarification de l'obligation faite à l'ensemble des membres adhérents d'une association affiliée d'être titulaire d'une licence

Afin de lutter contre les tentatives de déstabilisation perpétrées par la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), il est proposé de clarifier l'obligation faite par notre Fédération à ses clubs affiliés de licencier l'ensemble de leurs adhérents, en vertu de l'article L.131-6 du code du sport.

Pour rappel, par le biais de la publication d'un article paru dans sa revue *Sport et plein air* du mois d'août 2019 et d'une note datée du 22 juillet 2019 adressée aux « responsables des clubs de natation », la FSGT a entendu inciter les clubs affiliés à nos deux fédérations à violer nos Statuts et règlements mais aussi le code du sport, ce en leur proposant en outre un accompagnement juridique afin de contourner déloyalement l'obligation réglementaire qui leur est imposée.

Parmi les « leviers identifiés » par la FSGT, on peut citer la constitution d'une nouvelle association qui adhère auprès d'une fédération affinitaire – le projet prévoyant corollairement des « partenariats à bâtir entre les associations permettant de poursuivre les entraînements communs » - ou la création d'une nouvelle section au sein du même club regroupant spécifiquement les pratiquants de fédérations affinitaires – donc forcément loisirs.

Cet acte de déloyauté caractérisée a fait l'objet d'une saisine du Comité d'éthique et de déontologie du Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF), par la Fédération française de judo et la Fédération française de badminton. Par son avis n°2020-01 du 9 janvier 2020, il a considéré, à l'unanimité de ses membres présents, « 1) que les moyens mis en oeuvre par la FSGT pour dénoncer une obligation qu'elle estime injustifiée sont inadéquats, 2) que la FSGT a [...] adopté un comportement non conforme à la déontologie du sport ».

Ainsi, pour sécuriser juridiquement l'obligation faite par notre Fédération à ses clubs affiliés de licencier l'ensemble de leurs adhérents, et pour faire face à certains clubs, notamment omnisports, qui créent des sections loisirs « fourre-tout » où ils proposent de l'apprentissage, des activités loisirs aquatiques, puis arguent de l'absence d'obligation de prise de licence pour les adhérents de ces sections - étant donné que les Statuts fédéraux prévoient seulement cette obligation pour les membres des sections afférentes aux disciplines de la Natation -, le Règlement Intérieur doit élargir l'obligation de licence en se référant directement à la discipline ou l'activité pratiquée, et non plus aux sections de ces clubs.

Originellement, la Fédération avait adapté la disposition de l'article L.131-6 du code du sport afin de ne pas obliger les adhérents des clubs omnisports/multisports qui ne pratiquaient pas les disciplines et activités fédérales à se licencier, l'obligation d'adhésion à la FFN ne pouvant logiquement pas s'appliquer aux adhérents des autres sections d'un club omnisports régies par l'obligation de licence aux autres fédérations sportives délégataires (par exemple football, basketball, athlétisme, etc.).

Proposition de rédaction

L'article 19 du Règlement Intérieur en tire les conséquences, comme suit :

Article 19 : Adhésion à la FFN

19.1 - Obligation de licence pour l'ensemble des adhérents d'une association sportive affiliée

Tous les membres adhérents d'une association sportive **affiliée et pratiquant les** disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon, la Natation Artistique, et la Natation en Eau Froide, ainsi que les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, récréatives, d'éveil, de découvertes et de loisirs aquatiques doivent être licenciés à la FFN. [...]

Compte tenu de cette affaire, Denis Cadon demande si la Fédération envisage toujours de garder le statut d'affinitaire à la FSGT.

Il est rappelé que la FSGT est membre du Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques (CIAA) dont Gilles Sézional est le Président et, dans ce cadre, elle sera reçue. Gilles Sézional souhaite que l'on fasse preuve de fermeté avec cette Fédération.

En tant que membre de la commission Juridique du CNOSF, Antoine Durand se propose d'aborder ce sujet lors de la prochaine réunion.

(4) La création du « Titre de participation – Découverte »

Pour donner suite au succès rencontré depuis le début de saison estivale métropolitaine 2019 par le titre de participation jusqu'à maintenant dénommé « Evènementiel », c'est-à-dire dont la durée de validité (entre un et trois jours consécutifs) est liée à la durée de l'évènement pour lequel il est délivré, il est apparu opportun de consacrer sa délivrance pour la découverte de certaines activités. Conformément au code du sport, cette délivrance peut donner lieu à la perception d'un droit – jusqu'alors deux (2) euros.

En effet, la licence annuelle présente un défaut de souplesse pour certains pratiquants qui souhaitent découvrir nos disciplines : ce titre de participation, non conditionné en particulier à la présentation obligatoire d'un certificat médical d'absence de contre-indication, pourrait répondre à leurs besoins.

Même si les travaux issus de la concertation pilotée par le Ministère des sports en vue d'élaborer le projet de loi Sport et Société pour 2020 indiquent que la distinction licence / titre de participation doit aussi être appréhendé à l'aune de la différence de traitement fiscal contribution / prestation, l'inscription de ce titre au Règlement intérieur apparaît indispensable pour attirer les jeunes pratiquants à découvrir ponctuellement les activités fédérales, l'objectif étant qu'à terme ils se licencient dans un club affilié.

Pour information, ces titres de participation ne donneront logiquement aucun droit de représentativité au sein des instances fédérales, « le nombre de voix dont disposent les représentants des associations affiliées est déterminé notamment en fonction du nombre de licences délivrées » conformément à l'Annexe I-5 art R.131-1 et R.131-11 du code du sport (DISPOSITIONS OBLIGATOIRES DES STATUTS DES FÉDÉRATIONS SPORTIVES AGRÉÉES).

Proposition de rédaction

L'article 19 du Règlement Intérieur en tire les conséquences, comme suit :

Article 19 : Adhésion à la FFN

[...]

19.7. Titre de Participation – Découverte

Le « Titre de Participation - Découverte » pris au sein d'un club annuel ou d'animation ouvre droit à la pratique des activités dites de forme ou d'apprentissage/perfectionnement des activités de la FFN, notamment les activités Nagez Grandeur Nature (NGN).

La durée de validité de ce titre de participation, liée à la durée de l'évènement pour lequel il est délivré, varie entre un et trois jours consécutifs.

Ce titre de participation ne donne aucun droit de représentativité au sein des instances fédérales.

[...]

(5) Un système novateur de transfert des athlètes dans la discipline de la Natation Course

Etant donné la distinction, en termes de temporalité, entre le début de la saison sportive de la Fédération – au 16 septembre jusqu'alors – et l'inscription sur les listes de haut niveau, « Espoirs » et « Collectifs nationaux » – au 1^{er} novembre –, il est proposé de décorréliser les transferts des athlètes de leur statut de haut niveau dans la discipline de la Natation Course.

En effet, les 45 jours qui séparent le début de saison et l'inscription sur les listes ont engendré jusqu'à la saison dernière des incohérences, qui ont pu elles-mêmes être exploitées déloyalement par certains clubs.

Prenons deux exemples opposés :

- Un nageur, qu'il soit ou non inscrit sur liste de haut niveau, « Espoirs » ou « Collectifs nationaux » a progressé chronométriquement, ce qui devrait logiquement entraîner soit son inscription sur une liste plus prestigieuse, soit sa première inscription sur liste, selon les cas.

Or, en cas de transfert, le club d'accueil ayant anticipé cette évolution, il peut procéder à la demande de changement de club dès le début de saison sportive : le club quitté s'avère alors presque spolié de son nageur, soit contre le paiement d'une indemnité moins importante que le réel niveau du nageur – si le nageur change de liste –, soit contre absolument rien, alors que c'est bien ce club qui a formé et développé les qualités du nageur concerné.

- Un nageur inscrit sur liste de haut niveau, « Espoirs » ou « Collectifs nationaux » a régressé ou stagné chronométriquement, ce qui pourrait logiquement entraîner soit son inscription sur une liste moins prestigieuse, soit son retrait des listes, selon les cas.

Or, en cas de transfert, le club d'accueil ayant anticipé cette évolution, il peut procéder à la demande de changement de club après la publication des nouvelles listes : même s'il peut paraître logique que la valeur du nageur ait baissé du fait de sa régression ou stagnation, il existe une carence d'un mois et demi durant laquelle le nageur s'entraîne dans son nouveau club sans bénéficier d'une licence et son corollaire l'assurance fédérale.

C'est pourquoi il est apparu opportun de baser le système de transfert des athlètes dans la discipline Natation Course, non pas sur leur inscription sur les listes de haut niveau, « Espoirs » et « Collectifs nationaux » mais sur leur réel niveau sportif, déterminé au regard de leur âge et de la valeur de leur meilleure performance réalisée proportionnellement à l'Indice Mondial de Performance fixé chaque année par la FFN, dont les modalités de calcul sont décrites au Règlement Natation Course.

En outre, étant donné qu'un nageur peut avoir bénéficié de la formation de plusieurs clubs au cours de sa carrière sportive, il est proposé, comme prévu au Règlement financier, que l'indemnité de formation liée au transfert du sportif serait ensuite ventilée auprès de l'ensemble des clubs au sein desquels il s'est vu délivrer une licence (depuis l'âge de 11 ans pour les athlètes féminines et 12 ans pour les athlètes masculins) au prorata du nombre de saisons entières passé au sein de chaque club).

Proposition de rédaction

L'article 26 du Règlement Intérieur en tire les conséquences, comme suit :

Article 26 : Transferts des athlètes entre clubs FFN

[...]

26.2. Transfert des athlètes dans la discipline de la Natation Course

Sont considérés comme athlètes dont le transfert peut donner lieu au paiement d'une indemnité de formation dans la discipline de la Natation Course les sportifs répondant aux critères des listes de catégories de performance, comme défini aux Règlements financiers.

Ces athlètes souhaitant transférer suivent la procédure de transfert énoncée à l'article 25.

Selon leur âge et la valeur de leur meilleure performance réalisée proportionnellement à l'Indice Mondial de Performance fixé chaque année par la FFN, une indemnité de formation est fixée chaque année dans le cadre des Règlements Financiers.

Cette indemnité est réglée préalablement à la délivrance de la licence en respectant la ventilation mentionnée dans le Règlement Financier.

En cas de dissolution du club ou de la section du club omnisport quitté, cette indemnité n'est pas due avec l'accord du Bureau sur présentation de la preuve de dissolution du club ou de la section (récépissé de dissolution de la préfecture pour la dissolution d'un club ou procès-verbal d'Assemblée Générale pour la dissolution d'une section d'un club omnisports).

Le Comité Directeur se prononcera sur les propositions de modifications apportées au Règlement Intérieur de la Fédération dans un document annexé à ce PV

5.2 – Elargissement de la Commission PSF

Afin de palier à l'étude des très nombreux dossiers reçus par la Commission et de répondre à la demande d'élargissement de l'Agence Nationale du Sport, il est proposé d'en élargir sa composition par la nomination de deux nouveaux membres :

- Monsieur Olivier Hirtzig, Président du Comité Départemental de l'Isère et,
- Monsieur Ludovic BAVIERE, Président du Mulhouse Water-Polo

Le Comité Directeur se prononcera sur ces nominations dans un document annexé à ce PV.

5.3 – Validation de la liste FFN Officiels Eau Libre (en annexe)

Cette demande est présentée conjointement par la Commission Eau Libre et la Commission des Juges et Arbitres. Denis Cadon précise que ce projet, mis en place par la Commission Eau Libre, vise d'une part à organiser la gestion des officiels appelés à tenir les postes de juge-arbitre en chef, et de Juge-arbitre lors des principales compétitions organisées au niveaux interrégional ou national, et d'autre part de préparer la sélection des futurs officiels nationaux et internationaux.

Au niveau des Ligues, le formateur des officiels Eau Libre devra impérativement être issu à minimum de la liste FFN et agréé par la commission fédérale Eau Libre.

Le Comité Directeur se prononcera sur la validation de cette liste FFN des officiels Eau Libre dans un document annexé à ce PV

6. Restitution de l'Audit SI

Christiane Guérin remercie Laurent Ciubini pour le travail effectué à l'occasion de cette restitution, dont chacun a pu prendre connaissance via le lien suivant : <https://dartfi.sh/eDil1bqxbfg>.

Laurent Ciubini reprend les grandes lignes de la restitution de l'Audit sur les Systèmes d'Informations.

Notre système est en pleine fonctionnalité mais à bout de souffle. La stratégie retenue est de dire que l'on monte de versions toutes les applications en PHP7, ce qui sera fait en interne dès cet été, puis que l'on migre vers des serveurs cloud Amazon Web Service en suivant.

Des notices seront créées pour chacune des applications afin de servir de base à l'écriture des cahiers des charges.

Puis une réécriture complète d'extranet sera mise en œuvre sur 4 ans.

La proposition aujourd'hui est de dégager un budget compris entre 1,5 et 2 M d'Euros, étalé sur 4 ans. L'idée est de disposer d'un outil parfaitement achevé à la fin de la prochaine olympiade.

Pour cela, plusieurs scénarii ont été évoqués pour sa réalisation dont :

- Une augmentation des licences ce qui semble peu pertinent
- Une participation financière des ligues et départements
- Une participation sur les engagements à hauteur de 40 centimes/engagement

Christiane Guérin précise qu'il s'agit d'un engagement financier important visant à mettre Extranat à niveau à la fin de l'olympiade.

Gilles Sézionale rappelle que la Fédération doit faire face à une situation très compliquée avec Extranat car elle est tributaire d'une seule personne, concepteur de ce logiciel. Si aucune décision n'est prise et si ce logiciel n'est pas réécrit, nous risquons d'aller à la catastrophe. La Fédération doit prendre ses responsabilités et cette décision, bien que difficile, est nécessaire. La proposition d'une participation sur les engagements semble la plus cohérente.

Jean-Jacques Beurrier demande combien cela concerne d'engagements.

Laurent Ciubini répond que la Fédération est partie sur une base de 1 100 000 engagements par an.

Patrick Fradet partage les propos du Président car la Fédération ne peut pas dépendre d'un service ou d'une personne pour gérer Extranat. Il insiste sur le fait que cette réforme est nécessaire car nous sommes arrivés au bout du système. La structure de base doit être revue afin de pouvoir réadapter nos programmes.

Alain Bernard s'interroge sur le niveau de sécurisation des serveurs.

Patrick Fradet répond que la sécurisation des serveurs n'est pas optimum et que là encore nous atteignons certaines limites. Nous sommes proches de la saturation à certaines périodes, notamment lors des Championnats de France Elites de NC. La rénovation du système d'information permettrait donc une remise à niveau de la sécurité.

Denis Cadon évoque l'hypothèse de prélever un coût par club et un coût par engagement.

Gilles Sézionale répond que dans ce cas se serait peut-être au club organisateur de meeting de faire ce versement.

Laurent Ciubini rappelle que cette proposition concerne tous les engagements.

En ce qui concerne la natation artistique, le logiciel étant bientôt en production, elle entrera dans ce dispositif.

Laurent Ciubini évoque l'hypothèse d'un autre mode mixte avec le prélèvement d'un coût sur l'affiliation des clubs et sur les engagements.

Denis Cadon : on pourrait imaginer un coût sur l'augmentation de l'affiliation, un coût sur l'augmentation des engagements et en ce qui concerne les organisateurs de meetings labellisés, une majoration de leur droit d'entrée.

Stéphane Metzger précise que le fait de faire porter l'effort uniquement sur les engagements n'impliquent que les clubs compétitifs alors que tous les clubs bénéficieront de la réforme d'extranat.

A l'inverse, Patrick Perez estime que, pour une fois, les clubs qui ne font pas de compétition peuvent être épargnés et ne pas participer à ce financement. Cela montrerait qu'ils ne financent pas systématiquement les activités compétitives.

Christiane Guérin rappelle qu'Extranat ne couvre pas uniquement la compétition, mais aussi la délivrance des diplômes, les récompenses, la formation et l'ENF

Patrick Fradet précise qu'Extranat représente effectivement 25 applications.

Christiane Guérin demande que tout le monde ait bien conscience de ce qui est proposé et demandé et souhaite que la participation de 0,40€/engagement sur tous les engagements soit mise au vote du Comité Directeur.

Stéphane Metzger souhaite néanmoins que dans un deuxième temps on prévoit que les clubs compétitifs aillent plus loin dans leur participation à la réforme d'Extranat.

Michel Boussard s'interroge sur l'accueil de cette mesure par les clubs de plongeon, qui ne fonctionnent pas avec Extranat. Ils seront bien évidemment exemptés sauf si on prévoit à terme un module dédié.

Suite au CODIR et conformément aux engagements du Président, il a été étudié d'autres scénarii alternatifs, sachant néanmoins que la Présidence ne souhaite pas toucher aux tarifs des licences cette année.

Le scénario suivant a été avancé :

Si l'affiliation est portée de 400 à 500 € pour tous les clubs (+25%), que les CD sont alignés à 500 € et les ligues à 1000 € (il est jugé par la Présidence difficile d'aller au-delà), cela génère 160 k€ annuel.

Cela peut être couplé par une participation sur chaque engagement de 0,25 €.

Néanmoins, la Présidence n'a pas souhaité demander un effort financier à tous les clubs, déjà fortement impacté par la pandémie COVID-19.

Il est finalement proposé le scénario suivant :

L'affiliation pour les CD est portée à 500 € et les ligues à 1000 €, cela génère 34 k€ annuel.

Auxquels on ajoute une participation sur chaque engagement de 0,35 €.

A noter que ces 0,35 € /engagement seront payés par les différents organisateurs de compétitions qui auront bien évidemment le choix de répercuter ou non cette hausse sur leur prix d'engagement.

De plus, si les 0,35€ ne sont pas payés via lemonway, ils seront majorés de 10 cents.

Ces éléments viennent compléter le règlement financier, qui sera mis au vote.

7. Affaires financières

7.1 – Bilan financier provisoire 2019

Lors des précédentes réunions institutionnelles, les données suivantes ont été présentées :

- L'objectif valorisé des licences a été fixé à 5,8 m€.
- Au regard des sources d'économie identifiées ci-dessous, cet objectif a été révisé à 5,493 m€

Services fédéraux	Informatique	43 000
	Evènementiel	45 000
	Développement (Eveil aquatique, activités estivales)	38 000
	Labellisation / contractualisation	-12 000
	Retard de la vente du 14ème	-64 000
	Equipement (Geofocus)	9 000
	Masse salariale	-21 000
	Produits financiers	169 000
Sportifs	PPF	20 000
	Plongeon	10 000
	Eau Libre	7 000
	CM FINA	100 000
	Championnat de WP	-48 000
	Natation Course	42 000
	Primes	-31 000
	Total de	307 000

Pour atteindre cet objectif, 5,357 m€ doivent avoir été encaissés au 15/03/2020.

Licences perçues au 14/09/2019 (saison 18/19)	5 284 442 €
Part de ces licences sur 2019	3 927 777 €
Montant pour atteindre l'objectif révisé	1 565 223 €
Montant des licences à percevoir au 15/03/20 sur saison 19/20	5 357 342 €

Les efforts se sont maintenus jusqu'en fin d'année et les économies que nous nous étions engagées à faire ont été réalisées.

Finalement, l'impact des licences sur les comptes 2019 se présente comme suit à date :

Saison	Nombre de licences	Licences en valeur (FFN)	Impact comptable réel sur l'exercice 2019		
			Part FFN + Ligues	Part Ligues	Impact net
2018/2019 12 mois	374 293 licences dont 9 014 migration	5 284 442 € (4 614 257 € au 15/03/2019)	6 420 810 €	2 493 033 €	3 927 777 €
2019/2020 (données au 15/03/2020) 11,5 mois	349 792 licences dont 6 780 migrations	5 023 974 €	2 528 198 €	999 164 €	1 529 034 €
Impact comptable avec licences au 15/03/2020			8 949 008 €	3 492 197 €	5 456 811 €
Estimation de l'impact comptable avec licences au 15/05/2020 (base tendance de la saison 2018/2019 au 15/05/2020)			9 078 168 €	3 543 240 €	5 534 928 €

A date, le résultat 2019 est estimé entre **-25 k€** et **-127 k€**. Cette fourchette est présentée car aujourd'hui, deux incertitudes persistent :

- Les chiffres des licences de la saison 2019/2020 qui seront arrêtés au 15/05/2020 pour un arrêté des comptes au 29/05/2020 (*Date à confirmer*). Une estimation de l'impact est présentée ci-dessus ;
- Un retour relatif à la taxe d'habitation de la Tour Essor à Pantin : demande d'exonération réalisée auprès de l'administration fiscale au cours du mois de février. En effet, nous avons été taxés de la totalité de la taxe d'habitation de la Tour Essor à Pantin. Or, l'ensemble des locaux a été libéré le 1^{er} octobre 2018, une partie des locaux était occupée par le nouveau propriétaire au 1^{er} janvier 2019, date d'effet de la taxe d'habitation, et une autre était vacante. La demande est en cours d'analyse par l'administration fiscale.

Malgré la tenue des objectifs d'économie annoncée et respectée, nous présentons tout de même un résultat négatif qui s'explique notamment par deux éléments que nous n'avons pas identifiés en cours d'année et correspondant à (i) un retard sur les transferts chiffrés à 54 k€ et (ii) un résultat déficitaire plus important que prévu sur l'INFAN de 87 k€ notamment en lien avec une diminution importante des inscriptions aux formations.

7.2 - Adoption des modifications relatives au règlement financier de la saison 2020/2021

Le projet de règlement financier a été transmis en suivi des modifications pour identifier toutes les modifications/corrections qui y ont été apportées.

Marie Le Ber présente donc ici les principales modifications qui ont pu être réalisées :

- *Sur le règlement financier des 5 disciplines :*

Eau Libre – Coupe de France :

- Participation à une étape de la Coupe de France : 450 € par étape.
- Cette participation inclut :
 - ✓ Assistance logistique de la fédération assurant la bonne tenue des étapes
 - ✓ Dotation matérielle sur la finale
 - ✓ Mise à disposition d'extraNat EL pour la collecte des engagements (incluant l'assistance)
 - ✓ Mise à disposition des résultats sur extraNat
 - ✓ Création du visuel de la Coupe de France
 - ✓ Participation aux primes du classement final

Water-Polo :

- Intégration d'un échéancier de paiement en 3 fois des engagements : 1er septembre, 14 janvier et 1er mai ;
- Suppression du complément d'engagement complémentaire à verser en cas de non-respect du quota de joueur non sélectionnable ;
- Augmentation des diverses pénalités de 100 € à 200 € ;
- Création de pénalités à 200 € en cas de (i) défaut de réalisation du live-scoring et des statistiques et (ii) défaut d'installation de la flying substitution (pour les championnats Elite);
- En l'absence de déclaration d'arbitre au cours de la saison et au plus tard le 1er mars, une pénalité de 1 000 € sera appliquée ;
- Défaut de dépôt des vidéos des rencontres sur la plateforme fédérale : passage des pénalités à 500 € (au lieu de 300 €) en cas de manquement et de 300 € en cas de dépôt non conforme;
- Intégration d'une pénalité financière en cas d'absence ou de mauvaise transmission des données administratives des joueurs Elite sur le site Elite : 100 € par semaine de retard ;
- Données relatives aux joueurs non sélectionnables : réintégré au niveau des tarifs fédéraux, en commun avec l'ensemble des disciplines.

- *Sur les tarifs fédéraux :*

Modalités de labellisation 2020 :

- Label développement :
 - ✓ Aide financière calculée en fonction du nombre de licenciés dans le club et le nombre de mention délivrées
 - ✓ Aide à la communication
- Label Performance – PPF :
 - ✓ - Aide à la communication
- Les modalités d'attribution des labels 2021 seront validées en Comité Directeur

Affiliations :

- Pas de modification, simplification du tableau uniquement ;
- Création d'une affiliation pour les ligues et les Comités Départementaux de respectivement 1 000 € et 500 €. Cette affiliation donne le droit à :
 - ✓ La mise à disposition des comptes rendus des réunions des Comités directeurs et bureaux de la FFN ;
 - ✓ La cotisation de l'assurance responsabilité civile personnelle des dirigeants des ligues et comités départementaux.
 - ✓ L'Annuel Règlement, l'Annuaire fédéral et les documents spécifiques aux résultats et classements sportifs de la saison en cours seront téléchargeables sur le site internet fédéral.
 - ✓ 2 abonnements au magazine NATATION (transmis au Président) valorisés à 60 €.

Licences :

- Les tarifs liés à l'assurance seront précisés lors de la conclusion de l'appel d'offre actuellement en cours.
- Modification de la saison sportive : 1er septembre 2020 au 31 août 2021
- Intégration de la licence partenaire
- Changement de dénomination de la licence Animation en licence Découverte
- Intégration d'une mention relative à la gratuité des migrations

Indemnités de formation :

- Intégration du nouveau concept relatif à la Natation Course présenté par Laurent Viquerat lors du Comité Directeur du 31 janvier 2020.
- Pas de modification sur les autres disciplines. La réflexion est en cours en lien avec la Direction Technique Nationale et les différentes commissions sportives

Note de frais :

- Intégration de la nouvelle méthode de remboursement : CARLAPIC et suppression de l'obligation d'envoi des justificatifs papiers.

Sur ce règlement financier, il conviendra d'intégrer la décision prise quant au mode de financement retenu relatif au projet de rénovation de notre outil informatique (cf. présentation et propositions évoquées par Laurent Ciubini).

Denis Cadon revient sur la formulation au niveau des pénalités pour forfait en natation course et pour lesquelles les séries sont toujours mentionnées. En effet, suite aux différents échanges, il lui semblait qu'il avait été acté que les pénalités pour forfaits ne seraient appliquées que pour les finales et demi-finales.

Marie Le Ber confirme que cette précision apparaîtra.

Julien Issoulié répond que pour ne pas surcharger le règlement financier, cette disposition apparaîtra dans le règlement sportif.

Avant de passer au prochain point de l'ordre du jour, Christiane Guérin donne lecture d'un message de Myrtho Mandé, qui ne pouvait pour des raisons techniques de connexion assister à cette réunion :

« Bonjour à tous,

Les années passent et ne se ressemblent pas.

Le COVID-19 nous oblige à changer notre manière de fonctionner.

La visio conférence n'a pas été efficace de mon côté : je n'arrive pas à me connecter.

Au pays des fusées, les cordonniers sont les plus mal chaussés !

J'ai reçu tous les documents du CODIR par mail, j'en ai pris connaissance.

Après lecture,

- J'approuve les PV des commissions (point 3)

- Je valide les modifications apportées sur les statuts et le règlement intérieur (point 5)

- Je valide la proposition correspondant au point 6 (Restitution de l'audit SI)

- Pour le point 7.2

Concernant la partie « Règlements financiers » pour les tarifs fédéraux, dans la mesure du possible, pour le budget accordé à l'outre-mer, je pense qu'un effort supplémentaire est nécessaire (90 000 € au lieu de 75 000 €, ce qui ferait une augmentation de 20%) dans la mesure où les outre-mer paient toujours plus cher pour se rendre dans l'hexagone. Dans le programme pour lequel nous avons été élus, il était question d'aider davantage les sportifs.

- Point 8 : Je tiens à féliciter le Président Alex Badian, président de la Ligue de la Martinique et toute son équipe pour la tenue des Championnats de France d'Hiver Open des Maîtres au Lamentin. Organiser une telle manifestation est important et valorisant pour nos territoires d'Outre-mer.

Il aurait été bien que l'outre-mer, une fois par olympiade, organise des événements similaires

Bonne fin de travaux à tous !

Prenez soin de vous ! »

Laurent Ciubini répond que le point sur l'enveloppe outremer sera étudié lors du prochain Comité Directeur qui arrêtera les comptes de l'année 2019. Il précise par ailleurs que dans le PSF une enveloppe outremer est prévue et permettrait d'obtenir bien plus que les 15 000 Euros sollicités.

Le règlement financier présenté est soumis au vote du CODIR dans le document annexé

Une résolution complémentaire est mise aux voix post CODIR : en raison de l'état d'urgence actuel, et si l'assemblée générale devait être reportée en septembre 2020 et afin, malgré tout, de commencer la saison correctement en septembre 2020, il est demandé au CODIR d'autoriser la Présidence à mettre en œuvre par anticipation les décisions prises dans le présent compte-rendu jusqu'à la tenue de l'AG.

Cette résolution est également soumise à l'approbation du CODIR dans le document annexé.

7.3 – Présentation du paiement en ligne Lemonway

La FFN a mis en place un système de paiement en ligne avec la société LemonWay. Ce système permet une ventilation directe et instantanée des sommes perçues vers les différentes structures concernées. Ce système est déjà en place pour le paiement en ligne des licences depuis la saison passée, des engagements aux compétitions de natation course et d'eau libre depuis cette saison. Il sera prochainement mis en place pour la natation artistique.

Chaque transaction génère des frais. Ces frais sont « partagés » entre les structures destinataires des montants perçus au prorata des sommes ventilées.

- Exemple sur un montant total payé pour une licence compétiteur à **50 €** :
Commission prélevée : $0,15 \text{ €} + 0,55\% \text{ de } 50 \text{ €} = 0,43 \text{ €}$
Part fédérale : 32€ Part régionale : 18 €
Frais imputés à la FFN : $32/50 \times 0,43 = 0,28 \text{ €}$
Frais imputés à la ligue : $18/50 \times 0,43 = 0,15 \text{ €}$
Montant perçu par la FFN : $32 - 0,28 = 31,72 \text{ €}$
Montant perçu par la ligue : $18 - 0,15 = 17,85 \text{ €}$
- Exemple sur un montant total d'engagement payé de **30 €** :
Commission prélevée : $0,15 \text{ € fixes} + 0,55\% \text{ de } 30 \text{ €} \text{ donc } 0,15 + 0,165 = 0,315 \text{ €}$
Soit un montant payé de 30 €, des frais de 0,315 € et un montant perçu par le destinataire de 29,685 €

Sur votre espace extraNat, vous retrouvez les factures des commissions pour chaque mois écoulé. Vous pouvez éditer la facture en format PDF ou faire une extraction du tableau au format CSV (exploitable sous Excel).

Dans votre tableau de bord, vous pouvez également effectuer une recherche avancée en appliquant différents filtres :

- Type de facture
- Type de paiement
- Statut de paiement
- Plage de temps

Vous pouvez également exporter au format PDF les factures que vous aurez préalablement sélectionnées où faire un export CSV du tableau (exploitable sous Excel).

Une note plus détaillée sera adressée à l'ensemble du Comité Directeur.

8. Affaires sportives

8.1 – Point de situation des compétitions internationales

Julien Issoulié fait le point sur les conséquences liées à l'épidémie de COVID-19. Les consignes gouvernementales et ministérielles étant le confinement, la situation est très compliquée pour les sportifs qui ne peuvent plus s'entraîner dans de bonnes conditions. Les impacts sont notamment très importants pour les nageurs d'eau libre qui étaient en pleine préparation.

Des solutions doivent cependant être trouvées car le confinement pourrait s'allonger.

- Les préparateurs mentaux travaillent avec les athlètes pour répondre à leurs inquiétudes.
- Une relation quotidienne est mise en place avec les athlètes qui ont participé aux dernières compétitions internationales, mais aussi avec leurs entraîneurs ; Toutes les infos circulent (calendrier, prépa, infos ministérielles etc ...) pour garder un lien fort.
- Création de plusieurs groupes Whatsapp.
- Intervention auprès du Ministère pour l'ouverture de 5 à 6 bassins pour un petit groupe d'athlètes.

La communication avec les entraîneurs est continue et nous échangeons avec eux sur le quotidien des sportifs mais aussi sur les opportunités pour la reprise à la sortie du confinement.

En ce qui concerne les compétitions internationales :

- Les championnats d'Europe sont décalés pour le moment à fin août. Cette date peut être intéressante si nous n'avons pas les JO, sinon ils seront probablement décalés à mai 2021.
- Les compétitions juniors : A ce jour, les compétitions sont décalées, une réflexion est en cours à la LEN pour leur maintien ou non
- Les compétitions FINA sont aussi décalées

Sur le plan national, beaucoup de réflexions sont menées.

Denis Cadon demande si en tant que membre du comité technique de la COMEN il doit solliciter la COMEN au nom de la France au sujet de l'annulation de leurs compétitions ?

Julien Issoulié estime que c'est à la COMEN de faire ses propositions de report ou non en fonction de la durée du confinement.

Laurent Viquerat s'interroge sur les différents modes de qualification qui pourraient être mis en place pour les Jeux Olympiques.

Julien Issoulié répond que 9 athlètes ont déjà réalisés les standards A de la FINA. Pour les autres, il faudra les réaliser lors de compétitions à venir.

Il faut également étudier les temps nageur au cas par cas et trouver des opportunités pour faire nager les relais pour viser une qualification olympique.

Laurent Viquerat soulève ensuite la problématique de l'inscription sur les listes de Haut niveau et des relais. Julien Issoulié répond que l'ANS devrait permettre d'inscrire nos athlètes, certains ayant déjà réalisé les temps. Sinon nous aurons à envisager avec eux d'autres modalités de mise en liste.

Tant que les Jeux Olympiques ne sont pas reportés, de nombreux athlètes gardent espoir et restent fixés sur leur objectif. Sachant qu'à l'étranger certains athlètes bénéficient de conditions d'entraînement pouvant être très différentes des nôtres, une inégalité des chances est en train de se creuser, même si toutes les nations tendent vers un confinement. Les américains et les australiens commencent à militer pour un report des Jeux Olympiques.

Patrick Perez demande s'il n'est pas opportun que la Fédération prenne une position par rapport au CNOSF et au CIO. Afin de ne pas y associer les athlètes, il souhaite que seuls les Elus se positionnent.

Gilles Séziane revient sur ses échanges vifs avec le CNOSF suite aux propos tenus par le CIO sur la tenue des Jeux Olympiques de Tokyo et au message adressé par Denis Massegia aux Présidents de Fédérations olympiques, jugé contradictoire avec les préoccupations liées à la santé et aux mesures contraignantes mises en place par les gouvernements. Demander aux fédérations de faire preuve d'adaptabilité quant à la désignation des athlètes traduit d'ores et déjà l'injustice de traitement qui va régner pour les qualifiés à travers les pays et les continents. Les conditions actuelles du confinement décrété par le gouvernement Français ne laissent aucune marge de manœuvre à notre élite pour se préparer sereinement. A ce jour, la plus grande incertitude pèse sur les garanties sanitaires que l'on pourra proposer à l'ensemble de la famille Olympique. Aussi, maintenir une position ferme quant à la tenue des Jeux Olympiques sans même avoir la décence de vouloir évoquer l'option du report, est une posture difficilement défendable.

Il n'est pas question d'annuler les Jeux mais l'option d'un report doit être privilégiée.

Les Japonais semblent également favorables eux aussi à un report des Jeux. La situation sanitaire mondiale est très critique.

Alain Bernard trouve bien que la Fédération se positionne officiellement. Elle pourrait ainsi donner l'impulsion aux autres Fédérations. Il ne s'agit que d'une question de jours pour que le reste du monde, dont les USA se monopolise sur ce sujet. La Fédération doit être proactive sur ce sujet. Sans équité, la compétition n'a plus lieu d'être. Il se propose en tant que membre du comité directeur et ancien champion olympique d'aborder ce sujet lors de ses prochaines interventions dans les médias.

Christiane Guérin propose la mise au vote d'une intervention de Gilles pour une communication globale sur ce sujet notamment face au CNOSF et aux médias. Les athlètes ne seraient pas associés à cette communication.

Le Comité Directeur valide cette décision à l'unanimité.

Un communiqué sera adressé dès demain faisant part de la position de la Fédération quant à la tenue des Jeux Olympiques. Un message sera également adressé à Denis Massegia et à l'ensemble des Présidents de Fédérations, avec copie à la LEN et à la FINA visant à les sensibiliser sur ce sujet.

9. Questions diverses

9.1 - Calendrier institutionnel

Comité Directeur (en visioconférence) :	29 mai 2020 (date à confirmer) –Clôture des comptes et Budget 2020
Assemblée Générale de Deauville :	Reportée en juin ou juillet si la situation sanitaire le permet (pas possible à Deauville à cette période) ou septembre

Laurent Viquerat s'interroge sur le mandat du Comité Directeur dans l'éventualité où les Jeux Olympiques seraient reportés. Les statuts prévoient en effet l'organisation des élections dans les 6 mois qui suivent les Jeux. Quelle est la position de la Fédération et cette disposition est-elle propre à notre fédération ?

Christiane Guérin répond que cette disposition dépend du Code du Sport mais que cette question n'a pour l'instant pas été abordée.

Gilles Sézional confirme effectivement que pour l'instant les préoccupations sont toutes autres.

9.2 – Mise en place du chômage partiel

Christiane Guérin informe que suite aux mesures gouvernementales, la FFN bénéficie des mêmes dispositions que toutes autres entreprises. Aussi, dans le cadre de la baisse voire de l'annulation de certaines activités et aux mesures de confinement imposées, une partie des salariés sera mis dès la semaine prochaine au chômage partiel. Elle souligne la volonté du Président, Secrétaire Générale et Trésorier, de maintenir le salaire intégral de tous les salariés dans le cadre de ce chômage partiel.

Laurent Ciubini précise que l'idée c'est d'adapter le taux de chômage partiel en fonction des services, en accord avec les chefs de service et les membres du CSE (de 20 à 80 %).

9.3 - Notes mensuelles d'actualités – en annexe

Une fois encore, Christiane salue le travail des services de la Fédération pour nous informer de l'activité.

10 Clôture des travaux par le Président

Gilles Sézional remercie tous les membres présents car malgré les difficultés de connexions, cette réunion était importante. Il remercie le Comité Directeur pour sa prise de position sur le Jeux Olympiques. En tant que professionnel de santé il sait combien la situation sanitaire est compliquée et que des décisions fortes doivent être prises. Il reste persuadé que les lignes vont bientôt bouger et que les Jeux de Tokyo seront reportés.

Clôture des travaux à 17h.

La secrétaire générale

Christiane GUERIN

le Président

Gilles SEZIONALE